|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| STATUTS DE LA FONDATION« Taekwondo Humanitarian Foundation » **I. Nom, siège, but et fortune de la fondation** Article 1 Nom et siège Sous le nom "Taekwondo Humanitarian Foundation", World Taekwondo Federation International à Dallas, Texas constitue par le présent acte conformément aux articles 80 ss du Code civil suisse une fondation dont le siège est à Lausanne. Tout transfert du siège en un autre lieu de Suisse requiert l'approbation préalable de l'autorité de surveillance.  **Article 2 But**  La fondation a pour but de venir en aide aux populations en difficultés et plus particulièrement à l’enfance, par le biais du sport et du Taekwondo en particulier, en apportant son soutien, notamment dans les domaines de la santé, de l’éducation et du développement personnel.  Pour atteindre son but, la Fondation mettra en place soit directement, soit en collaboration avec d’autres entités, des programmes d’éducation par la pratique du sport, notamment dans les camps de réfugiés et les pays en très grandes difficultés (guerre, catastrophes naturelles).  La fondation souhaite promouvoir certaines valeurs de l’olympisme qui s’expriment au niveau individuel par :  - la connaissance : découvrir ses possibilités et ses limites  - l’esprit de compétition : se mesurer aux autres  - l’excellence : donner le meilleur de soi  - le fair-play : respecter ses adversaires et au niveau global à toute l’humanité  à travers des actions visant à :  - favoriser l’accès à la pratique du sport pour tous, sans distinction de race ou de religion  - la paix dans le monde  - l’édification d’un monde meilleur.  **Article 3 Fortune**  Le fondateur/la fondatrice attribue à la fondation un capital initial de CHF 50'000.- (cinquante mille francs)en espèces.  Le capital peut être augmenté en tout temps par d'autres attributions du fondateur lui-même ou d'autres personnes (dons, legs, attributions publiques, revenus de ses avoirs, etc.). Le Conseil de fondation s'emploie à augmenter la fortune de la fondation grâce à des attributions privées ou publiques.  La fortune de la fondation doit être administrée en vertu de principes commerciaux reconnus. Le risque doit être réparti. Ce faisant, la fortune ne doit pas être mise en péril par des spéculations. Elle ne doit pas pour autant être administrée de manière trop réservée. II. ORGANISATION DE LA FONDATION **Article 4 ORGANES DE LA FONDATION**  Les organes de la fondation sont :   * le Conseil de fondation * l'organe de révision * la Direction (facultatif)   Le Conseil de fondation peut désigner d’autres organes. Leur organisation et leur élection est réglée dans le règlement.  **Article 5 CONSEIL DE FONDATION ET COMPOSITION**  L'administration de la fondation incombe à un Conseil de fondation composé d'au moins trois personnes physiques qui travaillent à titre bénévole, sous réserve de la couverture de leurs frais.  Un membre du Conseil de fondation disposant d’un droit de signature individuel ou collectif doit être domicilié en Suisse.  Le premier Conseil de fondation est composé des membres suivants :   * Président: M. Chung Won CHOUE * M. Lorenz KNEUBüHLER, Membre * M. Roger PIARULLI, Membre   **Article 6 CONSTITUTION ET COMPLEMENT**  Le Conseil de fondation se constitue et se complète lui-même. N'entrent en ligne de compte pour ces postes que des personnes physiques ou des représentants de personnes morales ayant un lien avec le but de la fondation en raison de leurs opinions et de l'engagement dont elles ont fait preuve jusqu'ici.  Le Conseil de fondation élit son président à la majorité.  **Article 7 DUREE DE LA PERIODE ADMINISTRATIVE**  Les membres du Conseil de fondation sont élus pour trois ans. La réélection est possible.  Pour chaque période administrative, le Conseil de fondation est nommé par les anciens membres par cooptation. Si des membres quittent le Conseil de fondation au cours de la période administrative, d'autres membres doivent être élus pour le reste de cette période.  **Article 8 Revocation**  Le Conseil de fondation peut en tout temps révoquer l’un de ses membres pour de justes motifs, par exemple si le membre concerné a violé les obligations qui lui incombent vis-à-vis de la fondation ou qu'il n'est plus en mesure d'exercer correctement ses fonctions.  Le Conseil de fondation décide aux 2/3 des voix de la révocation de ses membres.  **Article 9 COMPETENCES**  Le Conseil de fondation exerce la direction suprême de la fondation. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement du but de la fondation et prend toutes les dispositions nécessaires à son bon fonctionnement. Il a toutes les compétences qui ne sont pas expressément déléguées à un autre organe dans les statuts (acte de fondation et règlements de la fondation). Il a notamment les tâches inaliénables suivantes :   * Réglementation du droit de signature et de représentation de la fondation ; * Nomination du Conseil de fondation et de l'organe de révision; * Approbation des comptes annuels.   Le Conseil de fondation édicte un règlement sur les modalités de l’organisation et de la gestion. Ce règlement peut être modifié en tout temps par le Conseil de fondation dans le cadre de la détermination du but. Toute modification requiert l’approbation de l’autorité de surveillance.  Le Conseil de fondation est habilité à déléguer certaines de ses compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers.  **ARTICLE 10 PRISE DE DECISION**  Le Conseil de fondation peut prendre ses décisions lorsque la majorité des membres sont présents, ainsi que par téléconférence, visioconférence ou tout autre moyen de communication analogue.  Sauf disposition contraire des Statuts ou du règlement relatif à l’organisation de la fondation, les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité de voix, le président tranche.  Les séances et les décisions sont consignées dans un procès-verbal.  Les décisions et les votes peuvent aussi avoir lieu par voie de circulation pour autant qu'aucun membre ne demande des délibérations orales.  Les invitations aux séances du Conseil de fondation doivent généralement être envoyées 30 jours avant la date prévue pour celles-ci. La Fondation émettra une lettre d’invitation pour les formalités de visa des membres domiciliés à l’étranger.  **ARTICLE 11 DIRECTION**  Le Conseil de fondation peut déléguer la gestion opérationnelle à une Direction. Son fonctionnement est défini par le règlement d’organisation.  **Article 12 RESPONSABILITES DES ORGANES DE LA FONDATION**  Toutes les personnes chargées de l'administration, de la gestion ou de la révision de la fondation sont personnellement responsables des dommages qu'elles pourraient causer à la fondation en raison des fautes qu’elles pourraient commettre intentionnellement ou par négligence.  Si plusieurs personnes ont l'obligation de réparer un dommage, chacune n'est responsable solidairement avec les autres que dans la mesure où ce dommage peut lui être imputé personnellement en raison de sa propre faute et des circonstances.  **Article 13 REGLEMENTS**  Le Conseil de fondation peut édicter tout règlement relatif à l’organisation et à la gestion. Le Conseil de fondation peut à tout moment modifier ces règlements dans le cadre des dispositions fixant le but de la fondation.  Les règlements, leurs modifications ou leur abrogation doivent être soumis à l’approbation de l’autorité de surveillance.  **Article 14 ORGANE DE REVISION**  Le Conseil de fondation nomme, conformément aux dispositions légales pertinentes, un organe de révision externe et indépendant chargé de vérifier chaque année les comptes de la fondation et de soumettre un rapport détaillé au Conseil de fondation en proposant de l’approuver. Il doit en outre veiller au respect des dispositions statutaires (acte de fondation et règlement) de la fondation.  L’organe de révision doit communiquer au Conseil de fondation les lacunes constatées lors de l’accomplissement de son mandat. Si ces lacunes ne sont pas comblées dans un délai raisonnable, il doit en informer le cas échéant l’autorité de surveillance.  Si les conditions sont remplies, le Conseil de fondation peut solliciter la dispense de révision.  **III. Modification des Statuts et dissolution de la Fondation**  **Article 15 Modification des Statuts**  Le Conseil de fondation est habilité à proposer à l’autorité de surveillance des modifications des statuts décidées à l'unanimité de ses membres, conformément aux articles 85, 86 et 86b CC.  **Article 16 Dissolution**  La fondation a une durée illimitée.  Il ne peut être procédé à la dissolution de la fondation que pour les raisons prévues par la loi (art. 88 CC) et avec l'assentiment de l'autorité de surveillance, sur décision unanime du Conseil de fondation.  En cas de dissolution, le Conseil de fondation attribue l’avoir restant à des personnes morales poursuivant un but semblable, qui sont exonérées de l’impôt en raison de leurs buts de service public ou d’utilité publique et qui ont leur siège en Suisse. La restitution de l’avoir de la fondation aux fondateurs/trices ou à leurs héritiers est exclue.  **IV. Registre du commerce**  **Article 15 Inscription au registre du commerce**  La présente fondation est inscrite au registre du commerce du canton de Vaud.  Ces statuts sont adoptés à Locarno,  le ……………………………….. | ARTICLES OF ASSOCIATION OF THE FOUNDATION« Taekwondo Humanitarian Foundation  » **I. Name, domicile, purpose and assets of the Foundation** Article 1 NAME AND DOMICILE Under the name “Taekwondo Humanitarian Foundation », World Taekwondo Federation International à Dallas hereby establishes in accordance with the articles 80 and seq. of the Swiss Civil Code a foundation seated in Lausanne. Any transfer of the registered address of the foundation to another place in Switzerland requires the prior approval of the supervisory authority.  **Article 2 Purpose**  The purpose of the Foundation is to help disadvantaged peoples and more particularly children by using sport, particularly Taekwondo, as vehicle, by bringing its support, especially in the fields of health, education and personal fulfillment.  To reach its purpose, the Foundation will set up either directly or in association with other entities, educational programs by practising sports, in particular in refugee camps and in countries in very great difficulties (for. ex. war, natural disasters).  The Foundation wishes to promote following values of Olympism that expresses at an individual level through:  - knowledge itself: discover ones possibilities and limits  - competitive spirit: confront each other  - excellence: give the best  - fair-play: respect one’s adversaries and at a global level the whole humanity  through actions tending to promote:  - access to sporting activities for everyone, irrespective of race or religion,  - world peace  - building a better world  **Article 3 Assets**  The founder grants the Foundation with its initial capital of CHF 50,000.- (fifty thousand Swiss francs), paid in the form of a capital contribution.  The Foundation capital may be increased at any time with contributions made by the founder himself or by other persons (donation, legacy, public attributions, assets revenues, etc.). The Board of Trustees applies itself to increase the assets of the Foundation through private and public contributions.  The Foundation assets shall be administered in accordance with generally accepted commercial principles. The risk must be spread over. By doing so, the assets may not be jeopardized by speculation. However, the administration of the Foundation assets shall not be over restricted. II. Organization of the foundationArticle 4 Bodies of the foundation The bodies of the Foundation are:   * the Board of Trustees * the statutory auditors * the Direction (optional)   The Board of Trustees may appoint other bodies. The Regulations of the Foundation governs their organization and election. Article 5 Members of the Board of trustees The Foundation is administered by a Board of Trustees of at least three physical persons who work on a voluntary basis, their expenses related to the management being reserved.  At least one Member of the Board of Trustees with individual or collective power of attorney must be domiciled in Switzerland.  The first Board of Trustees comprises the following members:   * Chairman: M. Chung Won CHOUE * M. Lorenz KNEUBüHLER, Member * M. Roger PIARULLI, Member  Article 6 Formation and admission of new members The Board of Trustees appoints its own members. Only natural persons or representative of legal persons who relate to the purpose of the Foundation due to their personal views and to the commitment they have shown so far may be chosen as members.  The Board of Trustees elects its President by majority vote. Article 7 term of appointment The members of the Board of Trustees are elected for a period of three years. Re-election is possible.  For each new period of three years, the previous members of the Board of Trustees appoint the new members by cooptation. If members of the Board of Trustees resign before the expiry of the term of appointment, other members must be elected for the remaining period.  **Article 8 Revocation**  The Board of Trustees may at any time revoke any of its members upon a good cause, for example if the concerned member has violated his obligations towards the Foundation or is no longer able to duly exercise his duties.  For the dismissal of a member of the Board of Trustees a resolution taken with a majority of 2/3 of the votes is required.  **Article 9 Powers**  The Board of Trustees is the supreme body of the Foundation. It is given the widest possible powers for the achievement of the purpose of the Foundation and it takes all the necessary measures to ensure its proper functioning. It shall have all the powers which are not explicitly assigned to another body of the Foundation by these Articles of Association or the Foundation Regulations. It has in particular the following inalienable duties:   * Regulation of the right of signature on behalf of and the right to represent the Foundation; * Appointment of the members of the Board of Trustees and of the auditors of the Foundation; * Approval of the annual accounts.   The Board of Trustees shall adopt Regulations governing the organization and the management of the Foundation. The Board of Trustees may at any time amend these Regulations within the scope of the purpose of the Foundation. Any amendment requires the approval of the supervisory authority.  The Board of Trustees can delegate some of its functions to one or more of its members or to third persons.  **Article 10 Decision making**  The Board of Trustees may decide when the majority of its members are present, so as by teleconference, videoconference or by any other similar means of communication.  Unless otherwise provided by the Article of association or the Regulations of the foundation, the decisions are taken by a simple majority of votes. In case of parity of votes, the President shall cast the deciding vote.  The meetings of the Board of Trustees and the resolutions passed are consigned in the form of minutes.  Resolutions and votes may also be passed by way of circular letter unless a member asks for oral deliberation.  The members of the Board of Trustees must be called to its meetings at least 30 days prior to the date of such meetings. In case members of the Board of Trustees live abroad, the Foundation shall issue for them appropriate invitation letters for the visa procedure.  **ARTICLE 11 DIRECTION**  The Board of Trustees may delegate operational management to a Direction. Its functioning is defined by the Regulations of the Foundation.  **Article 12 Liability of the bodies of the foundation**  All persons responsible for the supervision, administration, management or auditing of the Foundation are personally liable for any damage caused to the Foundation by intentional or negligent breach of their duties.  If several persons are liable for the same damage, any one of them shall be jointly and severally liable with the others only to the extent that such damage can be attributed to such person based on his proper fault and the relevant circumstances.  **Article 13 Regulations**  The Board of Trustees can adopt any Regulations governing the terms of the organization and the management of the Foundation. The Board of Trustees may at any time amend those Regulations within the scope of the purpose of the foundation.  Regulations, amendments to them or their abolition must be approved by the supervisory authority.  **Article 14 Auditors**  In conformity with the relevant legal provisions, the Board of Trustees appoints an independent external auditor responsible for the audit of the annual financial statements of the Foundation and for the submission of a detailed audit report to be approved by the Board of Trustees. Moreover, the auditor must ensure the respect of the statutory provisions (the present Articles of Association and the Regulations) of the Foundation.  The auditors must report to the Board of Trustees the deficiencies that they became aware of during the accomplishment of their mandate. If such deficiencies are not remedied within a reasonable deadline, the auditors must inform the supervisory authority.  Whereas the conditions are met, the Board of Trustees may request the Foundation to be freed from any audit.  **III. Amendment of the Articles of Association and dissolution of the Foundation**  **Article 15 Amendment of the Articles of Association**  The Board of Trustees may submit a request for amendment of the Articles of Association by way of unanimous resolution to the supervisory authority according to the articles 85, 86 and 86b Swiss Civil Code.  **Article 16 Dissolution**  The Foundation is set up for an unlimited period of time.  The Foundation can be dissolved by a unanimous resolution of the Board of Trustees subject to the conditions set forth by the law (art. 88 CC) and upon approval of the supervisory authority.  In case of dissolution of the Foundation the Board of Trustees shall transfer the remaining assets of the Foundation to Swiss-based tax exempt organizations of public utility or charitable institutions pursuing similar purposes. In no case can the remaining assets of the Foundation be returned to the founders nor to their heirs.  **IV. Commercial registrar**  **Article 15 Registration within the commercial registrar**  This Foundation is registered within the Commercial Registrar of the canton of Vaud.  These Articles of Association are adopted in Locarno, on …………………………………. |  |